



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 1461

Texte de la question

INTÉGRATION

M. le président. La parole est à M. Éric Ciotti, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Éric Ciotti. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Les Français ont découvert la semaine dernière, monsieur le Premier ministre, étonnés, médusés et révoltés, il faut bien le dire, les propositions des cinq groupes de travail sur l'intégration que vous avez installés. Elles s'attaquent aux principes porteurs de notre République et érodent les piliers les plus essentiels de notre pacte républicain. La laïcité, d'abord.

M. Jean-Marie Le Guen. C'est du réchauffé !

M. Éric Ciotti. En effet, la grande loi de 2004 interdisant le port du voile à l'école est remise en cause, la langue de la République, qui est le français, mise sur le même plan que d'autres et l'histoire de notre pays est selon les rédacteurs du rapport à réviser. De telles propositions suscitent la colère des Français, monsieur le Premier ministre ! Si elles sont adoptées, c'est une France communautarisée et ouverte au multiculturalisme dont vous entamez la construction ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Face à l'émotion soulevée dans le pays par ces propositions, le Président de la République vous a désavoué. Mais les Français attendent aujourd'hui des réponses claires. Contrairement à M. le président de l'Assemblée nationale, ils n'ont pas envie de « faire avec ». Ils veulent des mesures clarifiant les choses.

Si ces propositions ne sont pas celles du Gouvernement, vous devez le dire, monsieur le Premier ministre. Mais si tel est le cas, pourquoi votre directeur de cabinet a-t-il personnellement supervisé les travaux de ces commissions ? Pourquoi avez-vous « salué la grande qualité » desdits travaux ? Pourquoi en avez-vous publié les conclusions sur le site de Matignon ? Les Français attendent des réponses claires, monsieur le Premier ministre, et ne supportent pas que vous jouiez avec les principes de la République pour des raisons électorales ! Oui ou non, condamnez-vous ces propositions ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Si votre propos n'était sous-tendu par aucune arrière-pensée politicienne, monsieur le député Ciotti, je pourrais penser que vous êtes mal informé. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Marc-Philippe Daubresse et M. Franck Gilard . On fait avec, monsieur le Premier ministre !

M. Jean-François Copé. Et vos arrière-pensées à propos du Front national ? (*Exclamations sur quelques bancs*

du groupe SRC.)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. S'il existe un reproche à faire au Gouvernement, ce n'est certainement pas d'abandonner le principe de laïcité et d'intégration républicaine. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Mais je ne vous en fais pas le reproche, parce que vous n'étiez pas député en 2004.

Mme Claude Greff. Et alors ?

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. En 2004, j'ai participé aux débats initiés par la mission d'information présidée par Jean-Louis Debré, alors président de l'Assemblée nationale.

M. Sylvain Berrios. Oui ou non, soutenez-vous les propositions du rapport ?

M. le président. Nous écoutons la réponse de M. le Premier ministre, mes chers collègues.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Ils portaient en particulier sur la laïcité à l'école et sur le respect du principe laïc à l'école républicaine. Ils ont abouti à une proposition de loi que j'ai défendue avant d'entraîner le groupe socialiste à la voter à l'unanimité !

M. Pascal Terrasse. Absolument, avec tous les socialistes !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. La loi interdisant le port du voile à l'école est aujourd'hui la loi de la République. Et vous croyez que j'aurais envie de changer d'avis ? Je suis fidèle à ce que j'ai voté, à la République et à l'intégration républicaine ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Marc-Philippe Daubresse. Vous êtes en voie de désintégration !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Mais il ne suffit pas de faire des déclarations, monsieur le député Ciotti, il faut des preuves et des actes. La République est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale.

M. Patrice Verchère. Bla-bla-bla !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Et la République démocratique et sociale, c'est celle qui fait bénéficier tous ses enfants, quelle que soit leur origine, de la promotion sociale, de l'émancipation sociale et du refus des discriminations, c'est-à-dire de l'égalité des droits ! Vous avez fait tout le contraire pendant dix ans ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Sébastien Huyghe. menteur ! menteur !

M. Marc-Philippe Daubresse et M. Franck Gilard. Pompier pyromane !

M. Patrice Verchère. Répondez à la question !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Si le communautarisme se développe aujourd'hui dans certains quartiers, vous en portez l'entière responsabilité ! C'est ce que nous voulons combattre de toutes nos forces ! Nous avons pour ce faire une volonté, qui passe d'abord par l'école. J'aimerais que vous nous apportiez votre soutien de temps à autre !

M. Sylvain Berrios. Soutenez-vous le rapport ou pas ?

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Quand M. le ministre de l'éducation nationale, Vincent Peillon, rétablit

l'enseignement de la morale laïque à l'école républicaine, vous ne cessez d'ironiser ! Pourriez-vous un temps soutenir ce qui est entrepris afin de faire partager les valeurs de la République à tous les enfants, quelle que soit leur origine ? Pourriez-vous aussi soutenir, monsieur le député Ciotti, les efforts que nous consentons pour lutter contre l'échec scolaire et contre la mauvaise maîtrise de la langue française et des fondamentaux par une partie des jeunes qui fréquentent l'école ? Si on ne maîtrise pas les fondamentaux, on ne peut pas comprendre ni partager ce qui fait la France, sa force et ses valeurs.

M. Patrice Verchère. Arrêtez donc de poser des questions, nous attendons des réponses !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Voilà ce que nous attendons de vous et non la critique, l'injure et la déformation permanentes ! Mais vous n'êtes jamais là pour défendre la fonction publique et ceux qui se battent en première ligne pour faire vivre les valeurs de la République ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-François Lamour. Qu'est-ce que c'est que ce charabia ?

M. Alain Marty. Répondez à la question !

M. Philippe Houillon. Apprenti sorcier !

M. le président. Un peu de calme, mes chers collègues.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . J'ajouterai que nous avons lancé beaucoup de chantiers. J'ai répondu avec la plus grande clarté. Oui ou non, soutiendrez-vous les propositions récemment formulées par Manuel Valls et que nous mettons en œuvre consistant à faciliter l'accès à la nationalité française et tout ce que cela représente, c'est-à-dire le respect des droits mais aussi des devoirs ? Vous les avez combattues, monsieur le député Ciotti, et tous vos amis de l'UMP avec vous. Voilà ce que nous faisons ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Plusieurs députés du groupe UMP . Répondez à la question !

M. Marc-Philippe Daubresse. Vous êtes en voie de désintégration !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Le Parlement travaille. Il s'apprête à voter une réforme des retraites, proposera l'année prochaine une réforme de la décentralisation et une réforme de la fiscalité ainsi qu'une baisse de la dépense publique et la baisse des prélèvements obligatoires. Où serez-vous alors, monsieur Ciotti, vous et vos amis de l'UMP ? *(Huées sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-François Lamour. Et vous ?

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Serez-vous dans l'invective et la caricature, comme vous l'êtes davantage chaque jour, ou serez-vous avec nous au service de la France, c'est-à-dire de la France juste, celle qui défend ses valeurs et ne se contente pas de les proclamer mais les fait vivre, en particulier l'égalité républicaine, la laïcité, la justice et la solidarité !

M. Patrice Verchère. Bla-bla-bla !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . C'est là-dessus que nous vous attendons, et sur rien d'autre ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.- Huées sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Éric Ciotti](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1461

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 décembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 décembre 2013](#)